

théqué en faveur de la commission de l'établissement des soldats, dont la créance est privilégiée si elle juge à propos de la faire valoir.

À l'automne de 1925, les colons-soldats recevaient avis de la commission d'avoir à payer leurs arrérages, sans quoi elle saisirait toute la récolte. Certains d'entre eux refusèrent de le faire parce que, disaient-ils, ils avaient à rembourser les avances qu'ils avaient reçues pour l'achat de la semence et à s'acquitter de leur compte au magasin. Puis après avoir eu recours aux formalités de la saisie et cherché à faire soumettre les récalcitrants, la commission leur dit: Nous allons payer votre semence et acquitter vos dettes au magasin si vous voulez nous livrer votre récolte. C'était bien propre à décourager ces soldats, et je tiens à dire en peu de mots ce qu'il advint à la réunion à laquelle je pris part et parler de quelques lettres qui m'ont été adressées depuis. À une réunion composée d'environ quarante-cinq colons qui sont encore endettés envers la commission, une résolution fut adoptée. Elle portait la signature de vingt-six d'entre eux—je ne pouvais alors attendre plus longtemps les signatures des autres. Voici ce que contenait cette résolution:

Nous, les soussignés, réunis en assemblée à Petersfield (Manitoba), pour discuter les problèmes concernant les soldats-colons, avons adopté la résolution suivante:

Résolu que nous priions le Gouvernement de procéder à une nouvelle évaluation des terres de tous les soldats-colons pour les faire réduire jusqu'à concurrence de 50 p. 100 sans faire de distinction quant à l'année de leur établissement.

Une question qui fut soulevée à la réunion, ce fut celle de réclamer l'évaluation de la terre à un chiffre qui leur permette de continuer à la cultiver. L'année prochaine ils auront à s'acquitter des intérêts, quoiqu'ils aient pu éviter de le faire durant quelques années. Ils prétendaient aussi qu'ayant passé sept ans sur la terre, y ayant fait des améliorations et acquis de l'expérience, on devrait leur donner la préférence, relativement aux diminutions, sur les colons envoyés par la commission impériale de colonisation. Au surplus ils insistent pour qu'on n'expulse plus de soldats de leurs terres avant qu'on ait décidé quelque chose de précis au sujet d'une nouvelle évaluation. Au cours de l'année dernière, plusieurs de ces colons ont été évincés de leur ferme, malgré que la Chambre, à sa dernière session, songeait à ordonner une nouvelle évaluation qui avait aussi été promise au cours des élections précédentes. Vu que leur crédit est diminué au dehors, ils ont de plus insisté pour que la commission, quand le besoin s'en fera sentir, vienne en aide au soldat-colon en lui procurant du grain de semence. C'est là un

[M. Hannesson.]

problème que nous devons tâcher de résoudre, car le colon dans l'embaras n'a plus de crédit qui lui permette de se présenter à la banque ou même à un particulier, vu que la commission a un privilège sur tout ce qu'il possède.

J'ai plusieurs lettres de colons me fournissant d'autres détails. Une vient des deux frères Hermanson qui, prétendent-ils, après avoir peiné sept années durant, se sont vus menacés l'année dernière d'être évincés. Ils déclarent ne pouvoir continuer à cultiver avec la dette qu'ils ont. Ils ont des familles; l'un d'eux souffre d'une invalidité résultant de la guerre et cependant on menace de les expulser pour les remplacer par des colons envoyés par la commission impériale de colonisation.

J'ai aussi une lettre d'un nommé Oliver, habitant également Petersfield; il prétend avoir, l'automne dernier, emprunté de l'argent pour pouvoir reprendre son bien; on est venu le voir de nouveau et on lui a dit qu'il devait payer \$500, ou signer une renonciation qui, toutefois, pourrait plus tard être révoquée. Ils appelaient ça un rajustement, et pour pouvoir disposer un peu de sa récolte et payer ses comptes de fournisseurs, ainsi de suite, il signa le document. C'est un homme qui a défriché 150 acres et apporté au terrain plus d'améliorations que n'en ont payé les avances de la commission. Il a plusieurs enfants et, l'an dernier, sa batteuse et son compte de fournisseur payés, il lui restait \$267.

Un nommé G. A. Willis, qui avait défriché 220 acres dans cette région, reçut une signification, l'automne dernier, parce qu'il voulait payer son grain de semence et son compte de fournisseur. Il en alla de même d'un nommé Smallwood qui avait défriché 160 acres. Ces hommes ont tous des familles nombreuses et ont servi pendant toute la guerre. J'en arrive à un nommé Mackenzie qui ne pouvait emprunter de l'argent en 1925 pour faire ses semailles. Son frère vit sur la terre voisine. Il avait labouré sa terre; il confia à son frère le soin de la terre et des bestiaux, il laissa son mobilier dans la maison et s'en alla chercher un emploi ailleurs. La commission a saisi cette terre bien que l'homme y eût vécu six ans. Je visitai cette terre. Plus de 100 acres étaient prêts pour la culture et 90 acres avaient été défrichés et labourés par son frère, l'automne dernier. Cet hiver, sous l'autorité du régime de colonisation interimpériale, on a pénétré chez lui, on a lambrissé de nouveau et peint les murs, bien que le mobilier fût encore là. Ces gens disent qu'ils vont peindre la maison au printemps, et ils y établissent un colon de la Grande-Bretagne juste pour la moitié du prix exigé de Mackenzie,